

Prévention santé : quelles solutions face à la précarité croissante des étudiants ?

18/10/2019 - 18:00

Par [Julien Moschetti](#)

Organisées par la Fondation Ramsay Santé, les [2e Rencontres Prévention Santé](#), qui se sont déroulées le 16 octobre sous le haut patronage du ministère des Solidarités et de la Santé, se sont penchées sur la prévention santé chez les jeunes. Compte-rendu d'une table ronde qui est notamment revenue sur les conséquences de la précarité croissante chez les étudiants.

Difficultés financières, mauvaises habitudes alimentaires, consommation d'alcool ou de drogues, stress, troubles du sommeil, sexualité à risques... Telles sont les problématiques de santé majeures auxquelles sont confrontés les jeunes qui ne se sentent pas toujours très concernés par les questions de prévention.

Organisées par la Fondation Ramsay Santé, les [2èmes Rencontres Prévention Santé](#) qui se sont déroulées le 16 octobre 2019 à Paris sous le haut patronage du ministère des Solidarités et de la Santé, se sont penchées de près sur cette question essentielle l'espace d'une journée, grâce aux regards croisés de professionnels de santé et de nombreux acteurs présents sur le terrain.

À l'image de la table-ronde intitulée « La prévention santé pour les jeunes, ça ne sert à rien ? » qui est largement revenue sur les conséquences de la précarité sur la santé des jeunes, à l'heure où [les derniers chiffres de l'Insee](#) viennent d'annoncer une pauvreté croissante et des inégalités accrues en France.

Le 1^{er} budget sacrifié chez les jeunes

Invitée de la table ronde, Houria Tareb, la secrétaire nationale du Secours populaire chargée des questions de santé, constate sur le terrain que « *les jeunes sont de plus en plus touchés par la précarité, notamment les étudiants et ceux qui sont en recherche d'emploi. Et, on sait très bien que le 1^{er} budget qui est sacrifié chez les jeunes, c'est en général la santé.* »

Conséquence directe : une « *précarité alimentaire* » car les jeunes en difficulté financière « *ne mangent pas sainement et pas assez* ».

Ceux-ci seraient « *conscients* » des risques pour la santé d'une mauvaise alimentation, mais « *ils ne peuvent pas faire autrement* », a déclaré Houria Tareb. Autre problème souligné par la secrétaire nationale du Secours populaire : les jeunes précaires ont « *un sentiment de honte car on culpabilise les pauvres, donc c'est difficile d'en parler pour eux. Ils n'ont pas d'argent, donc ils n'ont pas de vie sociale et ils s'isolent.* »

Un isolement souligné également lors de la table ronde par Christophe Tzourio, professeur de santé publique à l'université de Bordeaux et responsable de [la cohorte i-Share](#) sur la santé des étudiants, la plus grande étude scientifique jamais réalisée sur la santé des jeunes (20 000 étudiants). « *On voit pas mal d'isolement chez les étudiants qui nous disent qu'ils ont un petit*

cercle d'amis (4 ou 5), qu'ils ne connaissent pas du tout les autres membres de la promo. Il y a très peu de contacts humains chez les étudiants », selon Christophe Tzourio.

Dégradation de la santé psychique ?

Le responsable de la cohorte i-Share a également constaté sur le terrain que *« les questions de santé mentale, de stress, d'anxiété, de dégressivité et de risque suicidaire, sont extrêmement présentes chez les jeunes, beaucoup plus présentes qu'il y a une dizaine d'années »*. Sur les questions de santé psychique, le spécialiste ne voit *« absolument pas d'amélioration »* depuis quelques années. Il voit au contraire *« une stabilité »*, voire *« une régression »*.

Et la situation n'est pas près de s'améliorer selon lui car *« l'environnement est compliqué. Le chômage, la société, le réchauffement climatique sont des sources d'inquiétude qui impactent directement ces jeunes qui sortent de leur environnement parental, se constituent leurs représentations et leurs savoirs et qui prennent ça en plein face »*.

Enfin, les perspectives d'entrée dans la vie active et le couperet des examens sont un facteur majeur de stress pour Christophe Tzourio. D'autant plus que *« les étudiants se disent que la réussite aux examens ne leur offrira pas forcément la garantie d'un emploi. En dehors des filières comme médecine ou droit où on sait que l'on va forcément trouver un emploi derrière, il y a plein de filières où ils se disent : « c'est déjà compliqué, j'y passe beaucoup de temps, et je sais que je n'aurai pas d'emploi à la fin ». Donc c'est un contexte particulier qui favorise un mal-être psychique »*.

Plus de moyens financiers

Pour remédier à ces maux, *« nous avons besoin de plus de moyens financiers pour mener des politiques de santé efficaces, a estimé Houria Tareb. Les jeunes doivent aussi pouvoir identifier un réseau de médecins, de psychiatres ou de psychologues qui pourra les accueillir et les renseigner. »* Et d'exiger une meilleure prise en charge pour certains soins, car, par exemple, *« une fois qu'on a établi qu'un jeune a besoin de lunettes, il faut pouvoir les financer »*.

Sur ce plan précis, [la réforme 100% Santé](#) mise en place par le gouvernement propose un ensemble de prestations de soins et d'équipements identifiés dans un panier spécifique pour trois postes de soins : audiologie (aides auditives), optique (lunettes de vue) et dentaire (prothèses dentaires). Ces paniers intègrent un large choix d'équipements de qualité qui sont pris en charge intégralement, sans frais supplémentaire à la charge de l'assuré.

Également invitée à la table ronde, Pauline Raufaste, présidente de la Mutuelle des étudiants (LMDE), a néanmoins estimé que la réforme 100% Santé ne permettait pas de répondre à toutes les problématiques. *« Car il fait avoir le réflexe d'aller consulter un professionnel de santé qui n'est pas toujours disponible »*. Mais aussi parce que, *« quand on a des difficultés financières extrêmement fortes, on n'aura pas forcément le réflexe de la visite annuelle chez le dentiste »*. Enfin, *« même si les soins sont gratuits, il faut quand même avancer les frais dans la plupart des cas »*.

Généraliser les centres de santé sur les campus ?

Pour remédier à ce problème d'avance de frais, Pauline Raufaste propose la mesure suivante : généraliser les centres de santé sur tous les campus universitaires, car « à partir du moment où on a une carte vitale et une mutuelle, on n'a pas besoin d'avancer les frais dans ces centres de santé ». Or, aujourd'hui, « il y a des campus avec plusieurs milliers d'étudiants qui n'ont pas accès à ces structures, donc il faut aller plus loin. »

Un avis partagé par Christophe Tzourio qui pense que les centres de santé sont « une solution évidente » pour améliorer la prévention chez les jeunes. En tant que responsable d'un centre de santé à Bordeaux, il se dit « toujours sur le fil du rasoir » quand il fait des campagnes de prévention sur le stress, la dépressivité ou le suicide. Car « on n'a plus ensuite la capacité de répondre à la demande pendant plusieurs mois, on n'a plus de consultations de psychiatres et de psychologues à proposer. Donc, il y a une inadéquation entre les moyens de notre centre et les besoins des étudiants. »

Auto-dépistage et autodiagnostic ?

C'est la raison pour laquelle il faudrait selon lui être capable de « différencier les problèmes de santé psychique qui nécessitent une prise en charge immédiate et ceux qui sont juste de l'ordre du mal-être. » Et de militer pour l'utilisation des nouveaux outils numériques « pour faire de l'auto-dépistage, de l'autodiagnostic, de façon à ce que la demande des étudiants soit plus adaptées aux ressources que l'on a actuellement. »

Enfin, Christophe Tzourio est persuadé que les politiques de prévention à destination des jeunes seront d'autant plus efficaces que « la construction de messages de prévention sera faite avec les jeunes. Cela n'est pas en diffusant une parole verticale sur un site institutionnel que la prévention fonctionne auprès d'eux. »